

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 3748

28 JANVIER 1991

Décret portant assentiment de la Convention Benelux concernant la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales, faite à Bruxelles, le 12 septembre 1986

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :  
**Article unique.** La convention Benelux concernant la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales, faite à Bruxelles, le 12 septembre 1986, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 janvier 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la Communication,  
 V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,  
 J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,  
 Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
 F. GUILLAUME

Convention Benelux  
 concernant la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales

Le gouvernement du Royaume de Belgique,  
 Le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,  
 Le gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

Conscients des avantages attachés à la coopération transfrontalière tels qu'ils sont définis dans la Convention cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales conclue à Madrid le 21 mai 1980,

Constatant avec satisfaction que les collectivités ou autorités territoriales collaborent déjà souvent entre elles de part et d'autre des frontières intra-Benelux sur base du droit privé,

Souhaitant créer pour celles-ci la possibilité de coopérer également sur la base du droit public,

Considérant que cette coopération répond aux objectifs du Traité instituant l'Union économique Benelux signé à La Haye le 3 février 1958,

Considérant que les chefs de gouvernements et les ministres des Affaires étrangères des pays du Benelux réunis à La Haye le 10 novembre 1982 ont décidé d'examiner la possibilité d'élaborer au niveau Benelux une Convention-cadre relative à la coopération entre les collectivités ou autorités territoriales, de part et d'autre des frontières,

Vu l'avis émis le 7 juin 1986 par le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux,  
 Ont décidé de conclure une Convention et sont convenus de ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>

1. La présente Convention s'applique aux collectivités ou autorités territoriales citées ci-dessous :
- en Belgique : provinces, communes, associations de communes, centres publics d'aide sociale, polders et wateringues;
  - au Luxembourg : communes et syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes;

Session 1989-1990.

*Documents du Conseil.* — Nos 149 — n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.

Session 1990-1991.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption : séance du 23 janvier 1991.

— aux Pays-Bas : provinces, communes, waterings et organismes publics visés dans la Loi concernant les réglementations communautaires (Stb. 1984, 669) pour autant que ladite réglementation les déclare, conformément à la loi précitée, compétents en la matière.

2. Chaque Partie Contractante peut, après concertation avec les pays partenaires et conformément aux règles du droit interne qui lui est propre, désigner de nouvelles collectivités ou autorités territoriales auxquelles s'applique la présente Convention.

#### Article 2

1. Sans préjudice des possibilités de coopération issues du droit privé, les collectivités ou autorités territoriales des Parties Contractantes, mentionnées dans l'article 1<sup>er</sup>, peuvent, dans les limites des compétences que leur attribue le droit interne de leur pays, coopérer sur base de la présente Convention en vue de défendre des intérêts communs. Les dispositions essentielles du droit interne de chaque Partie Contractante valable en la matière sont reprises à l'annexe à la présente Convention.

2. Les collectivités ou autorités territoriales visées à l'article 1<sup>er</sup> peuvent, pour la concrétisation de la coopération, conclure des accords administratifs, ainsi que créer des organes communs ou des organismes publics.

3. Les règles de contrôle et de tutelle auxquelles sont soumises les collectivités et autorités territoriales en vertu du droit interne des Parties Contractantes, s'appliquent aux décisions prises par les collectivités ou autorités territoriales visées à l'article 1<sup>er</sup> en vue de collaborer sur base de la présente Convention, ainsi qu'aux décisions d'adhésion et de retrait.

#### Article 3

1. Si les collectivités ou autorités territoriales mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> décident de créer un organisme public, celles-ci peuvent lui attribuer des compétences de réglementation et d'administration.

2. L'organisme public a la personnalité juridique. La capacité juridique attribuée aux personnes morales nationales ne lui est reconnue sur le territoire de chaque Partie Contractante, que dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de sa mission et à la réalisation de ses buts.

3. Les rapports de droit entre l'organisme public et les personnes physiques et morales qui en relèvent, sont régis par le droit qui aurait été applicable si les collectivités ou autorités territoriales mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> avaient exercé elles-mêmes les compétences de réglementation et d'administration attribuées à l'organisme public.

4. Sauf exception prévue dans les statuts de l'organisme public, le droit du lieu d'établissement du siège social de cet organisme est applicable en ce qui concerne le statut de son personnel.

5. Les statuts de l'organisme public ne peuvent pas être en contradiction avec le droit interne des pays concernés et prévoient en tout cas une réglementation pour les points suivants :

- le nom, le siège et l'objet social;
- les tâches, les compétences et le mode de fonctionnement;
- le mode de désignation des membres des organes de gestion et de direction et du président de ceux-ci;
- la portée des obligations envers l'organisme public;
- les modalités d'organisation des réunions et de prise de décisions;
- le caractère public de ses délibérations;
- les règles applicables en matière de budget et comptes;
- les modalités de financement des activités;
- les modalités d'entrée en vigueur, de modification et d'expiration de l'accord;
- les modalités d'adhésion de nouveaux membres et de retrait des membres.

#### Article 4

1. Les règles de contrôle et de tutelle prévues dans le droit interne des Parties Contractantes s'appliquent par analogie aux décisions prises par les organismes publics en tenant compte de l'article 3, paragraphe 4.

2. Chaque Partie Contractante peut, sans préjudice des dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup>, prévoir la fonction d'un ou de plusieurs commissaire(s) spécial(aux) en matière de coopération transfrontalière dont la mission consiste à sauvegarder les droits du pays dont il(s) relève(nt) et de s'opposer à toute décision prise par les directions des organismes publics visés à l'article 3 qu'il(s) jugerai(en)t de nature à porter atteinte à ces droits ou qui, à son (leur) avis, est en contradiction avec les dispositions légales ou réglementaires. Son (leur) opposition aura pour effet de suspendre l'exécution de la décision prise.

3. Une suspension sur base du premier ou du deuxième paragraphe n'est décrétée qu'après concertation avec le(s) commissaire(s) concerné(s) de l'autre pays ou au moins après notification à celui(ceux)-ci.

4. La décision suspendue est soumise par le commissaire aux autorités compétentes de son pays qui proposent une solution ou soumettent le problème à la Commission spéciale visée à l'article 6.

#### Article 5

1. Les Parties Contractantes et les provinces ont le droit de désigner séparément ou en commun un fonctionnaire pour les contacts frontaliers.

2. Les problèmes se posant dans le cadre de la coopération transfrontalière peuvent être soumis audit fonctionnaire.

3. Ce fonctionnaire est habilité à proposer des solutions à ces problèmes ou à les soumettre aux organismes publics, collectivités ou autorités territoriales et commissaires concernés, ou à la Commission visée à l'article 6.

4. Ce fonctionnaire est par ailleurs compétent pour recueillir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

#### Article 6

1. En vue de l'exécution de la présente Convention, il est institué une Commission spéciale conformément à l'article 31 du Traité d'Union.

2. Cette Commission a pour mission :

a) de stimuler et de coordonner les activités concernant la coopération transfrontalière et d'informer les intéressés sur les aspects légaux et autres des projets relatifs à la coopération;

- b) de rechercher des solutions aux problèmes qui lui sont soumis et portent sur la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales, objet de la présente Convention;
- c) d'examiner les différends et les litiges qui surviennent dans le cadre de la coopération transfrontalière basée sur la présente Convention, en vue de les résoudre par voie de conciliation ou de les soumettre au Comité de ministres;
- d) de faire annuellement rapport au Comité de ministres sur l'état de la coopération réalisée sur base de la présente Convention;
- e) d'accomplir toute autre tâche qui lui sera confiée par le Comité de ministres dans le cadre de la présente Convention.

## Article 7

Le Comité de ministres statue sur les affaires visées à l'article 6, paragraphe 2, point c) qui lui sont soumises par la Commission spéciale.

## Article 8

Le Comité de ministres peut, par décision prise conformément à l'article 19, point a) du Traité d'Union, formuler des règles complémentaires pour les modalités d'exécution de la présente Convention.

## Article 9

1. Chaque Partie Contractante notifie au Secrétaire général de l'Union économique Benelux les modifications survenant dans les dispositions de droit interne indiquées à l'annexe. Le Secrétaire général informe sans délai les autres Parties Contractantes de telles modifications.

2. Les collectivités ou autorités territoriales visées à l'article 1<sup>er</sup> notifient au Secrétaire général de l'Union économique Benelux toutes les formes de coopération conclues sur base de la présente Convention. Celles-ci sont mentionnées dans le Bulletin Benelux.

## Article 10

En exécution de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2 du Traité relatif à l'Institution et au Statut d'une Cour de Justice Benelux, les dispositions de la présente Convention, ainsi que les décisions du Comité de ministres prises en exécution de celles-ci, sont désignées comme règles juridiques communes pour l'application des chapitres III et IV dudit Traité.

## Article 11

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente Convention ne s'applique qu'au territoire situé en Europe.

## Article 12

1. La présente Convention entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les trois Parties Contractantes auront notifié au Secrétaire général de l'Union économique Benelux qu'il a été satisfait aux exigences constitutionnelles.

2. Elle reste en vigueur aussi longtemps que le Traité instituant l'Union économique Benelux.

## Article 13

1. Chaque Partie Contractante peut dénoncer la présente Convention, après consultation des autres Parties Contractantes, par une notification envoyée à cet effet au Secrétaire général de l'Union économique Benelux. Le Secrétaire général informe sans délai les autres Parties Contractantes de cette notification.

2. La dénonciation prend effet six mois après la date de la réception par le Secrétaire général de la notification visée au paragraphe 1.

3. Cette dénonciation ne porte pas atteinte aux formes de coopération déjà réalisées sur la base de la présente Convention, ni à l'effet des dispositions de la présente Convention qui sont directement applicables à ces formes de coopération, à moins que les Parties Contractantes en conviennent autrement. Dans ce cas, elles déterminent les conséquences juridiques de la cessation de la coopération.

## Références du droit interne des trois pays visé à l'article 2 de la Convention

## Luxembourg

- Constitution du Grand-Duché de Luxembourg du 17 octobre 1868.
- Décret du 14 décembre 1789 relatif à la Constitution des municipalités.
- Décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire.
- Loi du 16 vendémiaire AN V (7 octobre 1796) qui conserve les hospices dans la jouissance de leurs biens et règle la manière de les administrer.
- Loi du 24 février 1843 sur l'organisation communale et des districts.
- Arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 concernant la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance.
- Loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes.

## Belgique

- Constitution belge du 7 février 1831.
- Décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités.
- Décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire.
- Loi communale du 30 mars 1836.
- Loi provinciale du 30 avril 1836.
- Loi du 18 août 1907 relative à la distribution d'eau.
- Loi du 1<sup>er</sup> mars 1922 relative à l'association de communes dans un but d'utilité publique.
- Loi du 5 juillet 1956 relative aux wâteringues.
- Loi du 3 juin 1957 relative aux polders.

- Loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.
- Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
- Loi du 31 décembre 1983 réformant les institutions de la Communauté germanophone.

## Pays-Bas

- Constitution (Stb. 1983, 15 à 51).
- Loi sur les réglementations communes (Stb. 1984, 669).
- Loi concernant la juridiction administrative des décisions des pouvoirs publics (Stb. 1975, 284).
- Loi électorale (Stb. 1951, 290).
- Loi communale (Stb. 1851, 85).
- Loi sur la publicité au niveau de la gestion administrative (Stb. 1978, 581).
- Loi sur le Conseil d'Etat (Stb. 1962, 88).
- Loi provinciale (Stb. 1962, 17).
- Loi sur le Waterstaat 1900 (Stb. 1900, 176).

En foi de quoi les soussignés, dûment mandatés à cet effet, ont signé la présente convention.

Fait à Bruxelles, le 12 septembre 1988 en triple exemplaire, en langues néerlandaise et française, les deux textes étant authentiques.

Pour le gouvernement du Royaume de Belgique,

L. TINDEMANS

Pour le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,

R. GOEBBELS

Pour le gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

W.D. van den BERG

—  
VERTALING  
—

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN  
—

N. 91 — 3748

28 JANUARI 1991. — Decreet houdende toestemming in de Benelux-Overeenkomst inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten, gedaan te Brussel, op 12 september 1986

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :  
Enig artikel. De Benelux-Overeenkomst inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten, gedaan op 12 september 1986, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 januari 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

Benelux-Overeenkomst  
inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten

De regering van het Koninkrijk België,  
De regering van het Groothertogdom Luxemburg,  
De regering van het Koninkrijk der Nederlanden,

Zich bewust van de voordelen van de grensoverschrijdende samenwerking zoals omschreven in de op 21 mei 1980 te Madrid gesloten Europese Kaderovereenkomst inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen of autoriteiten;

Zitting 1989-1990.

Stukken van de Raad. — Nrs. 149 — nr. 1 : Ontwerp van decreet. — nr. 2 : Verslag.

Zitting 1990-1991.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 23 januari 1991.

Met voldoening vaststellende dat territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten aan beide zijden van de intra-Beneluxgrenzen reeds veelvuldig met elkaar samenwerken op privaatrechtelijke basis;

Verlangende voor deze de mogelijkheid te scheppen om ook op publiekrechtelijke basis met elkaar te kunnen samenwerken;

Overwegende dat deze samenwerking beantwoordt aan de doelstelling van het op 3 februari 1958 te 's-Gravenhage ondertekende Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie;

Overwegende dat de regeringshoofden en ministers van Buitenlandse Zaken van de Beneluxlanden tijdens hun bijeenkomst te 's-Gravenhage op 10 november 1982 hebben besloten een onderzoek te doen instellen naar de mogelijkheid om op Benelux-niveau een kaderovereenkomst te sluiten inzake samenwerking tussen territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten aan weerszijden van de landsgrenzen;

Gelet op het advies van 7 juni 1986 van de Raadgevende Interparlementaire Beneluxraad,

Hebben besloten te dien einde een Overeenkomst te sluiten en zijn het volgende overeengekomen :

#### Artikel 1

1. De onderhavige Overeenkomst is van toepassing op onderstaande territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten :

- in België : provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, polders en wateringen;
- in Luxemburg : gemeenten, gemeentelijke syndicaten en onder gemeentelijk toezicht geplaatste openbare instellingen;
- in Nederland : provincies, gemeenten, waterschappen en openbare lichamen, bedoeld in de Wet gemeenschappelijke regelingen (Stnb. 1984, 669) voorzover daartoe in de regeling ingevolge voornoemde wet bevoegd verklaard.

2. Elk der Overeenkomstsluitende Partijen kan, na overleg met de partnerlanden en volgens de regels van zijn interne recht, andere territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten aanwijzen waarop onderhavige Overeenkomst van toepassing zal zijn.

#### Artikel 2

1. Onverminderd de mogelijkheden om op basis van het privaatrecht samen te werken kunnen de in artikel 1 genoemde territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten, binnen het kader van de bevoegdheden die zij ingevolge het interne recht van hun land hebben, op basis van onderhavige Overeenkomst met elkaar samenwerken ten einde gemeenschappelijke belangen te behartigen. Het op dit gebied in hoofdzaak geldende interne recht van elke Overeenkomstsluitende Partij is weergegeven in de bijlage bij deze Overeenkomst.

2. De in artikel 1 bedoelde territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten kunnen voor de concretisering van hun samenwerking administratieve afspraken maken en openbare lichamen of gemeenschappelijke organen instellen.

3. De controle- en toezichtsregelen waaraan de territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten uit hoofde van het interne recht der Overeenkomstsluitende Partijen zijn onderworpen, zijn van toepassing op besluiten van de in artikel 1 bedoelde territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten om op basis van onderhavige Overeenkomst samen te werken alsmede op besluiten tot toetreding en uittreding.

#### Artikel 3

1. Indien de in artikel 1 genoemde territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten besluiten een openbaar lichaam in te stellen kunnen deze aan dat lichaam bevoegdheden van regeling en bestuur toekennen.

2. Het openbaar lichaam bezit rechtspersoonlijkheid. De aan nationale rechtspersonen toegekende rechtsbevoegdheid komt op het grondgebied van elk der Overeenkomstsluitende Partijen aan bedoeld lichaam slecht toe voorzover zulks noodzakelijk is voor de vervulling van zijn taak en voor de verwezenlijking van zijn doelstellingen.

De rechtsbetrekkingen tussen het openbaar lichaam en de daaraan rechtsonderhorige natuurlijke en rechtspersonen worden geregeld door het recht dat van toepassing zou zijn als de in artikel 1 genoemde territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten zelf de aan dit openbaar lichaam toegekende bevoegdheden inzake regeling en bestuur hadden uitgeoefend.

4. Behoudens uitzonderingen die in de statuten van het openbaar lichaam worden bepaald, is het recht van de plaats van vestiging van de maatschappelijke zetel van dit lichaam van toepassing met betrekking tot de rechtspositie van het personeel.

5. De statuten van het openbaar lichaam mogen niet in strijd zijn met het interne recht van de betrokken landen en regelen in ieder geval de volgende onderwerpen :

- de naam, de zetel en het maatschappelijk doel;
- de taken, de bevoegdheden en de werkwijze;
- de wijze van aanstelling van de leden van de beheers- en bestuursorganen en van de voorzitter daarvan;
- de draagwijdte van de verplichtingen jegens het openbaar lichaam;
- de wijze waarop vergaderingen worden georganiseerd en de besluitvorming;
- de openbaarheid van de beraadslagingen;
- de toepasselijke regels inzake begroting en rekening;
- de wijze waarop de activiteiten worden gefinancierd;
- de wijze waarop de regeling in werking treedt, gewijzigd of beëindigd wordt;
- de wijze van toetreding en uittreding der deelnemers.

#### Artikel 4

1. Op de besluiten van het bestuur van het openbaar lichaam zijn met inachtneming van artikel 3, vierde lid, de controle- en toezichtsregelen voorzien in het interne recht van de Overeenkomstsluitende Partijen van overeenkomstige toepassing.

2. Elke Overeenkomstsluitende Partij kan, onverminderd het bepaalde in het eerste lid, voorzien in de functie van een of meer bijzondere toezichthouder(s) voor grensoverschrijdende samenwerking die tot taak heeft (hebben) de rechten van zijn (hun) land te waarborgen en zich te verzetten tegen elke beslissing van de besturen van de in artikel 3 bedoelde openbare lichamen die deze rechten zou kunnen aantasten en naar zijn (hun) oordeel in strijd is met de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen. Zijn (hun) verzet zal tot gevolg hebben dat de tenuitvoerlegging van de genomen beslissing wordt geschorst.

3. Een schorsing op basis van het eerste dan wel het tweede lid wordt niet uitgesproken dan na overleg met of ten minste na melding aan de betrokken toezichthouder(s) van het andere land.

4. De geschorste beslissing wordt door de toezichthouder voorgelegd aan de bevoegde autoriteiten van zijn land die een oplossing voorstellen of het probleem aan de in artikel 8 bedoelde Bijzondere Commissie voorleggen.

#### Artikel 5

1. De Overeenkomstsluitende Partijen en de provincies hebben het recht om elk voor zich dan wel gezamenlijk een ambtenaar grenscontacten aan te wijzen.

2. Aan hem kunnen vraagstukken worden voorgelegd die in het kader van de grensoverschrijdende samenwerking rijzen.

3. Deze ambtenaar is bevoegd voor deze vraagstukken oplossingen voor te stellen of deze voor te leggen aan de betrokken openbare lichamen, territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten en toezichthouders, of aan de in artikel 6 bedoelde Commissie.

4. Deze ambtenaar is voorts bevoegd de inlichtingen in te winnen die voor de uitoefening van zijn taak nodig zijn.

#### Artikel 6

1. Met het oog op de uitvoering van de onderhavige Overeenkomst wordt overeenkomstig artikel 31 van het Unieverdrag een Bijzondere Commissie ingesteld.

2. Deze Commissie heeft tot taak :

a) de activiteiten inzake grenssamenwerking te bevorderen en te coördineren en belanghebbenden inlichten over de wettelijke en andere aspecten van de samenwerkingsprojecten te verschaffen;

b) oplossingen te zoeken voor de vraagstukken die haar met betrekking tot op deze Overeenkomst betrekking hebbende grensoverschrijdende samenwerking tussen de territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten worden voorgelegd;

c) een onderzoek in te stellen naar onenigheden en geschillen die met betrekking tot op deze Overeenkomst gebaseerde grensoverschrijdende samenwerking zijn gerezen, ten einde deze via een verzoeningsprocedure op te lossen of aan het Comité van Ministers voor te leggen;

d) jaarlijks verslag aan het Comité van Ministers uit te brengen omtrent de stand van de op basis van de onderhavige Overeenkomst gerealiseerde samenwerking;

e) elke andere taak te vervullen die haar door het Comité van Ministers binnen het raam van onderhavige Overeenkomst wordt opgedragen.

#### Artikel 7

Het Comité van Ministers beslist in aangelegenheden als bedoeld in artikel 6, tweede lid, letter c) die hem door de Bijzondere Commissie worden voorgelegd.

#### Artikel 8

Het Comité van Ministers kan, bij beschikking genomen overeenkomstig artikel 19, letter a) van het Unieverdrag, nadere regels geven omtrent de wijze van uitvoering van de onderhavige Overeenkomst.

#### Artikel 9

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij stelt de Secretaris-generaal van de Benelux Economische Unie in kennis van wijzigingen in haar interne recht zoals aangegeven in de bijlage. De Secretaris-generaal brengt de andere Overeenkomstsluitende Partijen onverwijld van dergelijke wijzigingen op de hoogte.

2. De in artikel 1 genoemde territoriale samenwerkingsverbanden of autoriteiten stellen de Secretaris-generaal van de Benelux Economische Unie in kennis van alle op basis van deze Overeenkomst tot stand gebrachte vormen van samenwerking. Deze worden in het Benelux Publikatieblad vermeld.

#### Artikel 10

Ter uitvoering van artikel 1, tweede lid, van het Verdrag betreffende de instelling en het statuut van een Benelux-Gerechtshof, worden de bepalingen van de onderhavige Overeenkomst, alsmede de beschikkingen van het Comité van Ministers tot uitvoering daarvan, aangewezen als gemeenschappelijke rechtsregels voor de toepassing van de hoofdstukken III en IV van bedoeld verdrag.

#### Artikel 11

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt de onderhavige Overeenkomst alleen voor het land gelegen in Europa.

#### Artikel 12

1. De onderhavige Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand, volgende op de datum waarop de drie Overeenkomstsluitende Partijen de Secretaris-generaal van de Benelux Economische Unie hebben medegedeeld dat aan hun grondwettelijke vereisten is voldaan.

2. Zij blijft voor dezelfde tijd van kracht als het Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie.

#### Artikel 13

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij kan deze Overeenkomst na overleg met de andere Overeenkomstsluitende Partijen opzeggen door een daartoe strekkende kennisgeving te richten tot de Secretaris-generaal van de Benelux Economische Unie. De Secretaris-generaal brengt de andere Overeenkomstsluitende Partijen onverwijld van een dergelijke kennisgeving op de hoogte.

2. De opzegging wordt van kracht zes maanden na de datum waarop de Secretaris-generaal de in het eerste lid bedoelde kennisgeving heeft ontvangen.

3. De opzegging laat de reeds op grond van de onderhavige Overeenkomst tot stand gekomen vormen van samenwerking en de werking van die bepalingen van de onderhavige Overeenkomst welke rechtstreeks op die vormen van samenwerking van toepassing zijn onverlet, tenzij de Overeenkomstsluitende Partijen anders overeenkomen. In dat geval regelen zij tevens de rechtsgevolgen van beëindiging van de samenwerking.

Verwijzing naar het intern recht van de drie landen als bedoeld in artikel 2 van de Overeenkomst

**Luxemburg**

- Grondwet van het Groothertogdom Luxemburg van 17 oktober 1868.
- Decreet van 14 december 1789 betreffende de instelling van de gemeentebesturen.
- Decreet van 18-24 augustus 1790 betreffende de rechterlijke organisatie.
- Wet van 16 vendémiaire An V (7 oktober 1796), waarin wordt bepaald dat gestichten het vruchtgebruik van hun bezittingen behouden en regels worden gegeven voor het beheer daarvan.
- Wet van 24 februari 1843 betreffende de inrichting van gemeenten en districten.
- Koninklijk-Groothertoglijk besluit van 11 december 1846 betreffende de réorganisation en het statuut van liefdadigheidsinstellingen.
- Wet van 14 februari 1900 betreffende de instelling van verenigingen van gemeenten.

**België**

- Belgische Grondwet van 7 februari 1831.
- Decreet van 14 december 1789 betreffende de instelling van de gemeentebesturen.
- Decreet van 18-24 augustus 1790 betreffende de rechterlijke organisatie.
- Gemeentewet van 30 maart 1836.
- Provinciewet van 30 april 1836.
- Wet inzake de watervoorziening van 18 augustus 1907.
- Wet op de vereniging van gemeenten tot nut van het algemeen van maart 1922.
- Wet van 5 juli 1956 betreffende de wateringen.
- Wet van 3 juni 1957 betreffende de polders.
- Organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976.
- Bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.
- Wet van 31 december 1983 houdende hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap.

**Nederland**

- Grondwet (Stb. 1983, 15 tot en met 51).
- Wet gemeenschappelijke regelingen (Stb. 1984, 689).
- Wet Administratieve Rechtspraak Overheidsbeschikkingen (Stb. 1975, 284).
- Kieswet (Stb. 1961, 290).
- Gemeentewet (Stb. 1851, 85).
- Wet openbaarheid van bestuur (Stb. 1978, 581).
- Wet op de Raad van State (Stb. 1962, 88).
- Provinciewet (Stb. 1982, 17).
- Waterstaatwet (Stb. 1900, 176).

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel, op 12 september 1986 in drievoud, in de Nederlandse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

Voor de regering van het Koninkrijk België,

L. TINDEMANS

Voor de regering van het Groothertogdom Luxemburg,

R. GOEBBELS

Voor de regering van het Koninkrijk der Nederlanden,

W.D. van den BERG

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION**

F. 91 — 3749

**3 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
modifiant la réglementation relative aux titres jugés suffisants,  
dans l'enseignement maternel et primaire**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire;

Vu le protocole du 8 mai 1990 portant les conclusions des négociations menées au sein du Comité B — Section II;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 25 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;